

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**(C.C.A.P)**

**N° DE MARCHE : AO 26 NA 0004**

**OBJET DU MARCHE :**

**OPERATION DE TRANSFERT, D'ENLEVEMENT ET DE  
DESTRUCTION D'ARCHIVES ADMINISTRATIVES ET  
D'ARCHIVES DES CENTRES ET ETABLISSEMENTS DE  
FILIERIS**

*Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>3</b>
1.1 - <i>PRESENTATION DE FILIERIS</i> .....	3
1.2. - <i>OBJET DU MARCHÉ</i> .....	4
1.3 – <i>ALLOTISSEMENT</i> .....	4
1.4. – <i>PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHÉ</i> .....	4
1.5- <i>DUREE DU MARCHÉ</i> .....	5
1.6 - <i>PARTIES CONTRACTANTES</i> .....	6
1.7 – <i>OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL</i> .....	6
<b>ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>7</b>
3-1 <i>CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX</i> .....	7
3-2 <i>REVISION DES PRIX</i> .....	8
<b>ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro. ....</b>	<b>8</b>
4.1. - <i>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT</i> .....	8
4.2. - <i>REGLEMENT</i> .....	9
<b>ARTICLE 5 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
5.1. – <i>CONTENU DES PRESTATIONS</i> .....	10
5.2. – <i>REMPLACEMENT DES INTERVENANTS</i> .....	10
<b>ARTICLE 6 : TRANSFERT D’ACTIVITE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>11</b>
9.1 <i>AVANCE</i> .....	11
9.2 <i>CESSION OU NANTISSEMENT</i> .....	11
<b>ARTICLE 10 : REVUE DE MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11- DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12- INSERTION SOCIALE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLES 13 : PENALITES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14 : LITIGES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 : RESILIATION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 : ASSURANCES .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 : DEROGATION AUX CCAG FCS.....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

### 1.1 - PRESENTATION DE FILIERIS

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère du Travail, de la Santé, des solidarités et des Familles.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général.

Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSADE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1er janvier 2026 de :

- **125** centres de santé dont **106** centres de santé polyvalents et **11** antennes et **7** centres de santé
- dentaires
- **22** établissements sanitaires et médico-sociaux :
  - 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)
  - 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD
- **16** services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD) dont **2** services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)
- **16** pharmacies

- 1 centre d'optique
- 1 service de vente et de location matériel médical
- 1 centre de vaccination
- 1 centre d'examens de santé
- 1 centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)
- 1 maison des aidants

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>

### *1.2. - OBJET DU MARCHE*

Le marché a pour objet les prestations relatives à l'enlèvement, au transport et à la destruction d'archives administratives et d'archives des centres et établissement Filieris.

**Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec des prix unitaires mentionnés au bordereau des prix unitaires (BPU).**

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent aux Cahier des Clauses Particulières (CCTP), applicable au présent marché, ainsi qu'au bordereau des prix unitaires (BPU).

« Filieris étant très attachée à la politique RSE, l'attention des candidats est rappelée sur l'article L.3-1 du code de la commande publique et sur la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ».

### *1.3 – ALLOTISSEMENT*

Le marché est alloté de la manière suivante :

- LOT 1 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction EST
- LOT 2 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction NORD
- LOT 3 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction SUD
- LOT 4 : Enlèvement, transport et destruction des archives du Siège

### *1.4. – PROCEDURE UTILISEE ET FORME DU MARCHE*

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offre ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Pour chaque lot le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire, avec un montant sur 4 ans, tel qu'indiqué ci-après sur la durée globale, au sens des articles L2125-1-1°, R2162-1 à R2162-6 et 2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

LOT 1 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction EST	Montant estimatif sur 4 ans: 35 000 € HT	Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:  40 000€ HT
LOT 2 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction NORD	Montant estimatif sur 4 ans: 35 000 € HT	Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:  40 000€ HT
LOT 3 : Enlèvement, transport et destruction des archives de la Direction SUD	Montant estimatif sur 4 ans: 30 000 € HT	Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:  36 000€ HT
LOT 4 : Enlèvement, transport et destruction des archives du Siège	Montant estimatif sur 4 ans: 56 000 € HT	Montant maximum sur 4 ans de l'accord-cadre:  70 000€ HT
Total sur 4 ans pour les 4 lots.	Estimatif : <b>156 000 € HT</b>	Montant maximum de l'accord-cadre :  <b>186 000 € HT</b>

### 1.5-DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période initiale de **12 mois** à compter de la date de notification.

A l'issue de la première année d'exécution, le marché pourra être reconduit expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur par période successive de 12 mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse **48 mois**.

La non reconduction du marché par la CANSSM, ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 2162-5 du code de la commande publique, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché

## 1.6 - PARTIES CONTRACTANTES

Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE  
DANS LES MINES  
77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Le Titulaire du Marché désigne, dès la notification du Marché la ou les- personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur, toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc...)

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement. Tout changement de référent devra être indiqué au pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après sa nomination.

## 1.7 – OBLIGATIONS DE RESULTAT ET DE CONSEIL

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre et bons de commandes produits, conformément à ses engagements contractuels.

Le titulaire, dans le cadre de cette obligation de résultat, est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Obligation de conseil : Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements / dysfonctionnements / dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès.

Obligation d'information : Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

## ARTICLE 2 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS:

### - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le présent cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cadre des réponses techniques (CRT – annexe n°2 à l'acte d'engagement)
- Les bons de commande.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les dérogations du CCAG-FCS sont mentionnées dans le dernier article du CCAP.

### - Pièces générales

- Le code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 janvier 2021, **qui bien que non joint est réputé être connu du titulaire.**
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

## ARTICLE 3: MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

### 3-1 CARACTERISTIQUES ET FORME DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix indiqués par le candidat dans l'annexe financière (Annexes 1 de l'ATTR11).

Les modalités concernant le prix sont prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations.

Ces prix comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les charges de personnel, les charges fiscales et parafiscales, les frais induits par les opérations administratives, les frais de restaurations et de déplacements.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

### 3-2 REVISION DES PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des lots. En application des articles R2112-8 et R2112-13 du Code de la Commande Publique, les prix sont révisibles.

**Les prix sont fermes la première année.**

Les prix (P) seront révisés annuellement, à compter d'un (1) an après la date d'effet du marché

(Exemple : date d'effet au 1er mai 2024, soit le 1er mai 2025.)

Les prix seront révisés par application de la formule de révision suivante :

**$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 (I/I_0))$**

**P** = prix révisé ;

**P<sub>0</sub>** = prix initial fixé dans l'offre du titulaire ;

**I<sub>0</sub>** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **001565187** (Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution – Base 2008) – du mois de la date limite de réception des offres, soit Avril 2024 ;

**I** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **001565187** (Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution – Base 2008) – connue lors du mois précédent la date anniversaire du marché.

Si les indices venaient à disparaître, ou si la loi interdisait de les utiliser pour quelque raison que ce soit, ou s'il s'avérait que leurs utilisations n'étaient plus appropriées, les parties se rapprocheraient et choisiraient ensemble de nouveaux indices permettant de calculer les révisions.

Les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse en fonction de la variation des indices.

Le titulaire devra faire parvenir à la CANSSM une proposition de révision des prix en indiquant le nouveau prix et les indices pris en compte un mois au plus tard avant ladite date d'anniversaire.

Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la prochaine application de la révision du prix dans les conditions fixées au présent article.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES VIA CHORUS pro.

### 4.1. - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures transmises à la CANSSM devront être obligatoirement déposées sur le portail sécurisé suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures devront comporter les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier.



- L'identité bancaire telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB)
- Le numéro du marché
- Les références de la commande.
- La prestation fournie et la référence.
- La date de livraison.
- Le montant hors T.V.A. de la prestation, avec le détail et la nature des services effectués et mention le cas échéant des prix unitaires, quantité, ...
- Les taux et montant des taxes.
- Le montant total des prestations livrées.
- La date de facturation

**Les factures ainsi que les relevés, seront obligatoirement transmis, sous forme dématérialisée, sur la plateforme CHORUS pro.**

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures. Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct, doivent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Via Chorus pro, les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- - **Le numéro de commande dans le libellé du fichier**
- - **Le numéro SIRET 775 685 316 000 17** et le code service chorus concerné ayant passé la commande.

**Direction régionale Nord :**

Code service chorus pro : Nord\_AG\_ORDO - 13 rue du 14 juillet – 62300 LENS.

**Direction régionale Sud:**

Code service chorus pro : Sud\_AG – 2 avenue Bouloc Torcatis – 81400 CARMAUX.

**Direction régionale Est :**

Code service chorus pro : Est\_AG\_METZ – 21 avenue Foch – 57000 METZ.

**Siège :**

Code service chorus pro : SIEGE\_ORDO – 75 Avenue de Ségur – 75017 PARIS.

En cas de difficultés, un service d'aide en ligne, de LiveChat et d'assistance téléphonique est mis à la disposition des entreprises pour les aider dans la prise en main de l'application ChorusPro. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (hors jours week-end et jours fériés).

#### **4.2. - REGLEMENT**

Le mode de règlement choisi est le virement. Le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours à compter de la réception de la facture par la CANSSM. Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et ce, à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euro.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1. – CONTENU DES PRESTATIONS**

Les prestations relatives à l'enlèvement, le transport et la destruction d'archives concerne les prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU) et relatifs à la main-d'œuvre, aux déplacements etc.

### **5.2. – REMPLACEMENT DES INTERVENANTS**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du responsable sécurité / sûreté. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de quinze (15) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## **ARTICLE 6 : TRANSFERT D'ACTIVITE**

Le titulaire du marché s'engage à informer la CANSSM sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption ... etc.) de nature à affecter l'exécution des prestations.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du présent marché, notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par la CANSSM, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au représentant du pouvoir adjudicateur :

- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le procès-verbal relevant la décision de l'opération ;
- Le K-bis de la nouvelle société,
- Un RIB
- Les imprimés DC 1, DC 2, NOTI 2 du futur titulaire,
- Une attestation de pouvoir engager la société le cas échéant.

## **ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES**

Si la réalisation des prestations induit le traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative au traitement des données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du parlement Européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données. Le cas échéant, et préalablement à la mise en œuvre de tout traitement de données à caractère personnel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché se rapprocheront, afin de formaliser les obligations que le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre pour que le traitement des données personnelles concernées soit conforme au RGPD.

Le DPO de Filieris peut-être contacté à l'adresse : [dpo@filieris.fr](mailto:dpo@filieris.fr)

## **ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire devra exiger de son personnel une discrétion absolue sur les activités des Bénéficiaires et notamment préserver la confidentialité médicale des dossiers des patients, présents dans les locaux de soins, bureaux médecins et personnels soignants, secrétariats des services.

Cette confidentialité s'applique en particulier lors de l'installation de matériel ou du mode opératoire de destruction du matériel.

Toute indiscrétion constatée et prouvée sera considérée comme faute grave et devra se traduire par l'exclusion du salarié considéré du site et de l'établissement bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1 AVANCE**

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

### **9.2 CESSION OU NANTISSEMENT**

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

## **ARTICLE 10 : REVUE DE MARCHÉ**

Le service des achats/marchés de la Direction Régionale FILIERIS concernée mettra en place, après la notification du marché, un plan de suivi de ceux-ci basé sur les principes suivants :

- rencontres régulières avec le responsable technique de la prestation organisées selon un planning régulier et/ou provoquée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, soit téléphonique, soit en présentiel

- un bilan annuel des prestations : difficultés rencontrées, manquements constatés et résolution.

#### **ARTICLE 11- DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le titulaire devra, dans le cadre du marché, s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en matière de :

- Gestion des déplacements et des interventions ;
- Parc de véhicules propres,
- Gestion des déchets,
- Respecter le mode opératoire de chaîne de destruction du matériel (certifié conforme par l'entreprise habilitée),

#### **ARTICLE 12- INSERTION SOCIALE**

Au terme du présent contrat, le candidat a la possibilité de mettre en œuvre une action d'insertion sociale qui sera valorisée dans le cadre de l'analyse des offres. Auquel cas, tout engagement porté par le candidat dans le mémoire technique, sera opposable à ce dernier pendant toute la durée du marché.

Dans ce cadre, le Titulaire pourra faire appel, dans l'exécution des prestations objet du marché, à une ou des personnes relevant des catégories suivantes :

- Travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Jeunes dans le cadre de stage ;
- Jeunes diplômés ;
- Personne en réinsertion professionnelle.

#### **ARTICLES 13 : PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsqu'il est envisagé d'appliquer des pénalités de retard, la CANSSM invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Les pénalités sont déduites directement des factures présentées.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, de résilier l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 17 du présent CCAP. Si le montant total des pénalités cumulées atteint 10% du montant maximum annuel du marché public, la CANSSM peut mettre en œuvre la procédure de résiliation dans les conditions définies à l'article 16 du présent CCAP. En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pour tout retard dans la réalisation d'une opération ou la destruction d'archive:
  - o 50 euros par jour calendaire de retard pour les huit premiers jours de retard ;
  - o 100 euros par jour calendaire de retard à partir du neuvième jour de retard ;
- Pour tout retard dans la transmission du certificat de destruction des archives confidentielles prévue à l'article 5.1 du CCTP :
  - o 50 euros par jour calendaire de retard pour les huit premiers jours de retard ;
  - o 100 euros par jour calendaire de retard à partir du neuvième jour de retard ;

En cas de non-conformité de la prestation (broyage insuffisant, norme non respectée, pas respect de la procédure de traçabilité...) : 300 euros de pénalité par constat de prestation non-conforme

En cas de manquement liées à la confidentialité/sécurité (perte de documents, non-respect de la confidentialité...) : 300 euros de pénalité par manquement

Dans le cas où les formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail ne sont pas remplies, le Titulaire encourt des pénalités, au plus, égal à 10% du montant du marché sans excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

#### **ARTICLE 14 : LITIGES**

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, en cas de litige les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal Judiciaire de Paris, parvis du tribunal de Paris – 75859 Paris Cedex 17).

#### **ARTICLE 15 : RESILIATION**

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Défaillance :

La CANSSM appliquera les stipulations de l'article 36 du CCAG/FCS, à savoir l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de la prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application de l'article 32 du CCAG/FCS.

En cas de travail dissimulé, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

#### **ARTICLE 16 : ASSURANCES**

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs et ce, dans les conditions de droit commun des responsabilités délictuelles et contractuelles.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments (matériels, logiciels,) de la CANSSM qui auront été mis à sa disposition.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

#### **ARTICLE 17 : DEROGATION AUX CCAG FCS**

<b>Article(s) du CCAP</b>	<b>Objet</b>	<b>Article du CCAG/FCS</b>
2	Pièces du marché	4
14	Pénalités	14
15	Litiges	37
16	Résiliation	42